



L'OPPORTUNITÉ DE LA DÉCENNIE

La 4^e conférence des Nations Unies sur le financement du développement



LA CONFÉRENCE EN QUELQUES MOTS

- ▶ **4 jours de conférence** organisés à **Séville en Espagne**, du **30 juin au 3 juillet 2025**.
- ▶ Des **négociations internationales** encadrées par la Norvège, le Népal, le Mexique et la Zambie.
- ▶ Des Chefs d'État et de Gouvernement représentant les **193 États membres** de l'ONU et des organisations internationales telles que la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, etc.
- ▶ Des **milliers de personnes** issues de la société civile du monde entier.
- ▶ L'opportunité de la décennie pour **apporter des solutions** à la crise du développement : financements, dette, fiscalité, gouvernance, etc.

Plus de 10 000 personnes avaient participé à la précédente conférence des Nations Unies sur le financement du développement en 2015, à Addis Abeba en Ethiopie.



POURQUOI EST-CE L'OPPORTUNITÉ DE LA DÉCENNIE ?

Nous vivons dans un monde marqué par l'incertitude où les priorités liées au climat et au développement sont fragilisées : les États-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris sur le climat et ont annoncé l'arrêt de la quasi-totalité de leur aide publique au développement, l'action de la France et de plusieurs pays européens ralentit sous l'effet des coupes budgétaires et le piège de la dette continue de ralentir le développement, un pays africain sur deux dépensant davantage en remboursement de sa dette que sur ses services de santé.



QUELS SONT LES ENJEUX DE CETTE 4^E CONFÉRENCE ?

La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4)^[1], organisée par les Nations Unies du 30 juin au 3 juillet 2025 à Séville, en Espagne, représente donc une occasion cruciale de replacer ces enjeux au cœur des décisions globales. C'est une question d'urgence, de responsabilité et de justice.

Le manque de financement est criant. Un nombre croissant de pays se retrouve piégé par la dette, l'aide publique au développement n'atteint pas les montants requis, les financements climat sont très en deçà des besoins, et l'instauration de nouvelles mesures fiscales se fait encore attendre. Les États européens seront donc attendus au tournant, d'autant qu'ils freinent plusieurs réformes majeures.

Aujourd'hui, près d'un pays africain sur deux consacre plus d'argent au remboursement des intérêts de sa dette qu'au financement de la santé^[2]. De plus, 93 % des pays les plus vulnérables à la crise climatique sont en situation de surendettement ou présentent un risque important de surendettement^[3].

Dans ce contexte critique, le manque de financement est estimé à 4000 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) et à au moins 1000 milliards de dollars pour lutter contre le changement climatique^[4]. Ainsi, seul 1/5 des ODD est en passe d'être atteint d'ici 2030^[5]. Par exemple, l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté ne pourra pas être atteint avant au moins 100 ans^[6].



QUELLES SONT LES PRINCIPALES DEMANDES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ?

La société civile a joué un rôle historique en plaidant pour des engagements politiques forts lors des précédentes conférences, obtenant notamment en 2015 l'élaboration d'une convention des Nations Unies sur la fiscalité qui est aujourd'hui en cours de négociation.

C'est pourquoi, il est crucial que les modalités de négociation de cette nouvelle conférence garantissent une transparence et une responsabilité totales, afin de permettre aux organisations de la société civile de jouer leur rôle de vigies. Cette mobilisation sera essentielle pour pousser la communauté internationale à conclure un accord ambitieux et responsable face à l'urgence sociale et climatique.

De nombreuses voix s'élèvent dans le monde entier pour :

1. Démocratiser les institutions financières internationales. Les pays du Sud global ont été et continuent d'être numériquement sous-représentés dans le système de prise de décision financière. Ce manque d'équité entretient des relations de pouvoir inégales à l'échelle mondiale, enracinées dans les héritages

coloniaux. Cette situation compromet la capacité de ces gouvernements à tracer leur propre voie de développement et à prendre des décisions économiques dans l'intérêt de leurs populations. À l'inverse, les pays riches continuent d'occuper injustement le devant de la scène.

2. Augmenter la quantité et la qualité des financements pour le développement, y compris à travers une hausse de l'aide publique au développement. Les grandes économies mondiales dont fait partie la France ont une responsabilité dans la crise actuelle, elles doivent donc prendre leur juste part. Cette action est également bénéfique pour la communauté internationale dans son ensemble puisqu'il s'agit de protéger des biens communs tels que la paix, la santé, l'alimentation, les droits, l'éducation, l'eau, le climat et l'environnement. Par ailleurs, les pays du Sud global ne peuvent plus être laissés en dehors des cercles de décision, il est nécessaire de démocratiser la solidarité internationale, par exemple à travers l'élaboration d'une convention des Nations Unies.

3. Mettre un terme au fardeau de la dette. La gestion de la dette publique demeure principalement dans les mains des pays créanciers, via le « Club de Paris ». Or, ces pays partagent la responsabilité de l'endettement insoutenable dans lequel se retrouvent de nombreux pays du Sud global. C'est pourquoi, plusieurs pays et la société civile appellent à une révision de l'architecture de la dette à travers l'élaboration d'une convention des Nations Unies.

4. Soutenir la réforme actuelle du système fiscal international à travers une convention fiscale de l'ONU pour une gouvernance plus équitable et plus juste, permettant la mobilisation de ressources additionnelles pour le développement et l'action climatique, par exemple à travers des nouvelles mesures sur les ultra-riches, les multinationales, les industries polluantes, etc.

5. Renforcer la promotion et la protection des droits humains et en particulier de l'égalité de genre qui font face à la violence des mouvements réactionnaires et à un recul dans plusieurs pays dans le monde. Malgré les efforts de ces dernières décennies, des inégalités critiques persistent au niveau mondial et requièrent une action forte. Au rythme actuel, l'égalité de genre dans le monde ne sera pas atteinte avant trois siècles^[7].

Les ONG membres de Coordination SUD, de la Plateforme française Dette et Développement et du Réseau Action Climat demandent à la France de contribuer à un accord ambitieux pour le développement, le climat et les droits humains.

PRÉSENTATION

[Coordination SUD](#) est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994 sous le statut d'association loi 1901, elle rassemble aujourd'hui 184 ONG françaises travaillant dans la solidarité internationale.

La [Plateforme Française Dette & Développement](#) regroupe 26 organisations et syndicats français agissant en faveur d'une solution large, juste et durable au problème de la dette des pays en développement.

Le [Réseau Action Climat-France](#) fédère 27 associations nationales et 10 associations locales, autour de la lutte contre le changement climatique. Il agit à toutes les échelles pertinentes, de l'international au local.

CONTACT PRESSE

Marie-Pierre Liénard, Responsable communication et éditorial, Coordination SUD

lienard@coordinationsud.org, +33 7 76 78 15 19.

RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

- ▶ [Site internet officiel de la conférence](#)
- ▶ [Document commun de négociation](#) pour la 4^e Conférence des Nations Unies sur le financement du développement (version du 10 mars 2025)
- ▶ [Calendrier de négociation](#) pour la 4^e Conférence des Nations Unies sur le financement du développement
- ▶ [Déclarations](#) des États et organisations internationales lors de la 3^e session de négociation des Nations Unies
- ▶ [Cadre commun de demandes de l'alliance féministe Walking the Talk](#)

[1] [Nations Unies, 4^e Conférence internationale sur le financement du développement.](#)

[2] [Nations Unies, Envoyé spécial pour l'Afrique, 2024.](#)

[3] [ActionAid USA, The vicious cycle: connections between the debt crisis and climate crisis, 2023.](#)

[4] [Nations Unies, Financing for Sustainable Development Report, 2024.](#)

[5] [Nations Unies, 2024.](#)

[6] [Banque mondiale, 2024.](#)

[7] [Nations Unies, 2023.](#)